

## **Message Commun des structures et organisations anti-corruption à l'occasion de la Journée Internationale de la Lutte contre la Corruption**

« *Unir le monde contre la corruption* ». Voilà l'ambition que se fixent les Nations unies à travers la commémoration, cette année, de la journée internationale de lutte contre la corruption, le 9 décembre. Cette journée coïncide avec le vingtième anniversaire de la Convention des Nations Unies contre la corruption à laquelle notre pays est partie prenante. Elle vise à souligner le lien crucial entre la lutte contre la corruption et la paix, la sécurité ainsi que le développement.

En effet le Burkina Faso fait face depuis 2015 à la plus grave crise de son histoire postindépendance avec le phénomène du terrorisme qui sévit dans plusieurs régions du pays. En dépit des efforts des gouvernants et des sacrifices consentis par les forces de défense et de sécurité pour la reconquête de l'intégrité territoriale, les attaques continuent d'endeuiller des familles et d'offrir un terrain fertile à la corruption dans sa progression

En fin mars et fin mai 2023, le Burkina Faso enregistrait respectivement 2 062 534 personnes déplacées internes (PDI) selon le CONASUR et 6149 écoles fermées touchant plus d'un million d'élèves selon le Secrétariat technique de l'éducation en situation d'urgence.

Dans le même temps, la corruption n'épargne aucun secteur d'activités. En témoignent les données de l'indice de perception de la corruption de Transparency international (TI). En 2022, notre pays a obtenu la note de 42 points sur 100 ; la même qu'en 2021. Même si cette note s'est améliorée par rapport à 2020 où elle était de 40/100, force est de constater que le Burkina Faso est toujours loin de la moyenne de 50 points sur 100. Par ailleurs, le rapport 2021 sur l'état de la corruption du REN-LAC, publié en décembre 2022, indique un accroissement continu du phénomène de la corruption dans notre pays sur les six dernières années. D'après l'indice synthétique de perception de la corruption (ISPC), qui mesure la perception des Burkinabè sur la fréquence et l'évolution du phénomène, le niveau de corruption a connu une hausse substantielle de 30 points, passant de 41 points en 2016 à 71 points en 2021.

Fait curieux, viennent à la tête de ce triste palmarès des manifestations de la corruption, les rackets perpétrés des éléments incontrôlés des forces de l'ordre notamment la police municipale dont les agissements desdits éléments ressemblent à un affront à la promotion des valeurs d'intégrité et de probité à laquelle appelle continuellement les autorités de la Transition.

C'est au regard de cette situation que l'ASCE-LC et ses partenaires ont décidé de commémorer la journée du 9 décembre 2023 au niveau national autour du thème : « *La lutte contre la corruption, partie intégrante de la lutte anti-antiterroriste* ».

À l'évidence, la corruption a un impact négatif sur la sécurité et la stabilité de l'État. « *Elle alimente, comme le souligne la déclaration des Nations unies à cette occasion, les conflits et entrave les processus de paix en sapant l'État de droit, en aggravant la pauvreté, en facilitant l'utilisation illicite des ressources et en assurant le financement des conflits armés.* »

C'est donc une constante que les institutions publiques fragilisées par une corruption profondément enracinée sont non seulement moins efficaces dans leur rôle régalien, mais aussi créent des conditions favorables pour l'expansion des groupes armés terroristes. Des études ont même mis en évidence une corrélation positive entre la corruption et l'instabilité politique et institutionnelle. Les organisations terroristes et les réseaux criminels profitent généralement de la corruption dans des institutions telles que l'Armée, la Police et la Justice qui sont des piliers de la sûreté de l'État et de l'État de droit pour prospérer et mener leurs activités nuisibles en toute impunité.

D'ailleurs dans notre pays, la corruption et certaines formes de trafic (carburant, cigarettes) ont été mises en lumière comme faisant partie d'un ensemble d'éléments qui alimentent le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

Dans ce contexte, seule une lutte résolue et sincère contre la corruption peut garantir à notre pays le succès de la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi, nous convenons avec les Nations unies que « *Lutter contre ce crime est le droit et la responsabilité de chacun, et que ce n'est que par la coopération et l'implication de chaque personne et institution que nous pourrions surmonter l'impact négatif de ce crime. Les États, les responsables gouvernementaux, les fonctionnaires, les responsables de l'application des lois, les représentants des médias, le secteur privé, la société civile, les universités, le public et les jeunes ont tous un rôle à jouer pour unir le monde contre la corruption* ».

Ensemble, créons cette dynamique nationale pour bouter le terrorisme hors de nos frontières

Bonne commémoration de la journée internationale de lutte contre la corruption.

**Ont signé :**

**L'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC)**

**Le Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC)**

**L'institut Free Afrik**

**Le Centre pour la Gouvernance démocratique (CGD)**

**Le Leadership jeune pour la Paix et le Développement (LEJEPAD-BURKINA FASO)**

**Le Réseau burkinabè des Jeunes leaders pour l'Intégrité (RBJLI)**

**L'Association Manag-bzanga (AM-BURKINA)**

**L'Observatoire pour la Justice et la Démocratie (OJD)**

**Le festival Ciné Droit Libre**